

## **June 1959**

### **Notes by Mr. Mercereau During a Visit to the United States**

#### **Citation:**

"Notes by Mr. Mercereau During a Visit to the United States", June 1959, Wilson Center Digital Archive, Historical Archives of the European Union, BAC 118/1986-1051. Obtained for NPIHP by Grégoire Mallard. <https://digitalarchive.umd.edu/document/121250>

#### **Summary:**

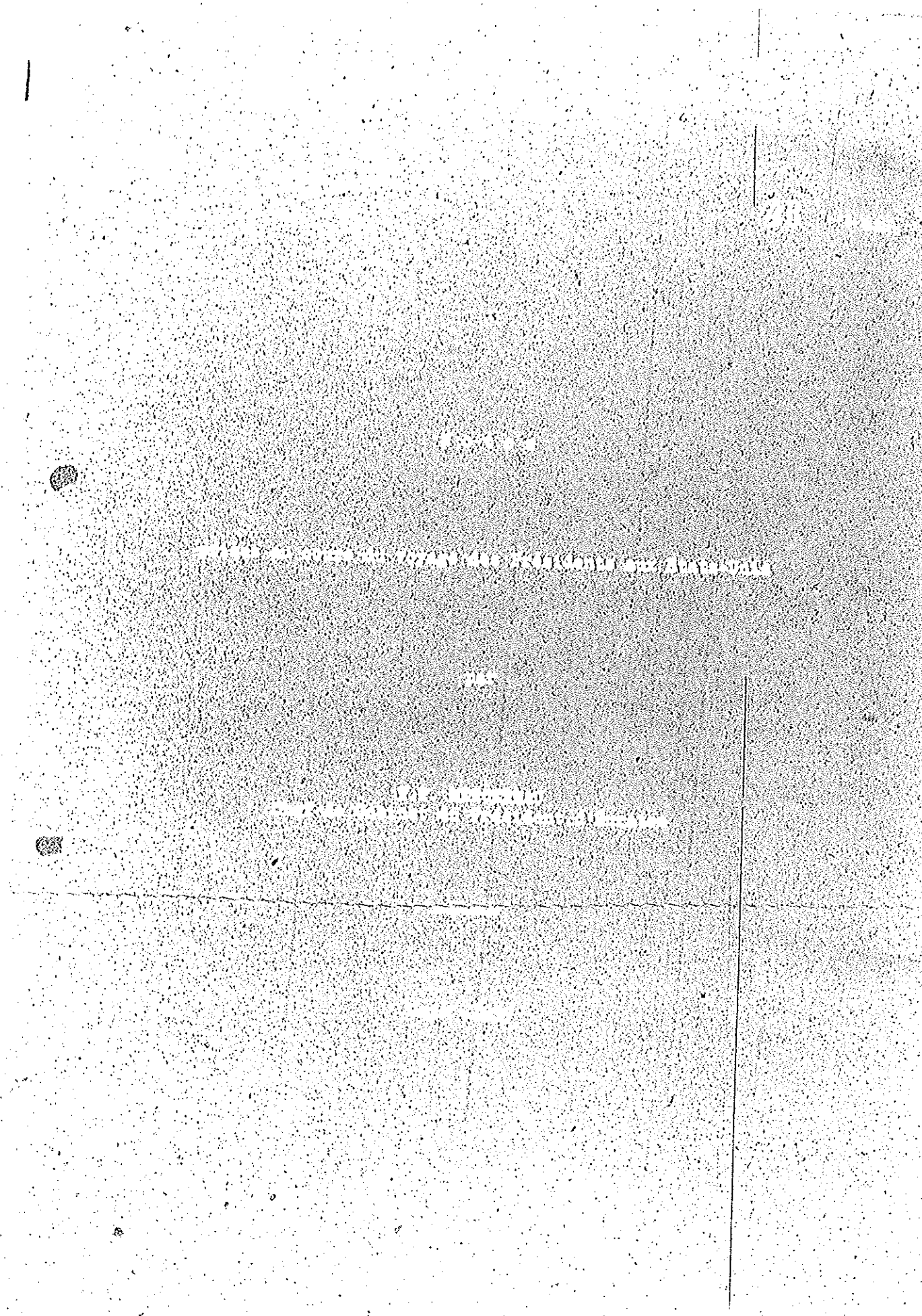
The notes discuss meetings which took place with the American media, politicians, industrialists, and trade unions and reactions to the possibility of a grand agreement between Euratom and the United States.

#### **Original Language:**

French

#### **Contents:**

Original Scan



0021

INTRODUCTION

"L'Europe ? Mais elle est faite". Tel est le concept qui semble être celui des Américains de tous milieux, politiques, industriels, syndicalistes rencontrés au cours de ce voyage. Ce qui nous apparaît être un premier pas est considéré de l'autre côté de l'Atlantique comme le pas décisif qui entraînera inéluctablement tous les autres. Il semble même être accueilli avec un certain soulagement, telle cette réflexion entendue d'un spectateur de feu le Colonel Mac Cormick dans un milieu représentatif des "upper middle classes" isolationnistes de Chicago : "Pourquoi avoir attendu cinquante ans pour la faire" ?

En d'autres termes, la démarche du Président Eisenhower et du Gouvernement des Etats-Unis d'inviter les Présidents des Communautés et de les recevoir comme des chefs de Gouvernements répond non seulement à une intention politique mais à un état d'esprit de l'opinion publique américaine qui pour paraître un peu rapide à ceux qui combattent jour après jour pour l'unité européenne n'en révèle pas moins la reconnaissance d'un fait qui échappe à certains de ce côté-ci de l'Atlantique.

D'autre part, les trois Communautés ou plutôt du point de vue américain, les trois faces de la Communauté apparaissent aux Etats-Unis comme un ensemble cohérent qui constitue un interlocuteur valable.

Le développement de la Communauté Européenne n'est pas accueilli sans craintes pour autant. Milieux d'affaires et milieux syndicalistes en particulier pensent que le surcroît de puissance d'une Europe

0022

- 2 -

enfin une guerre provoquer des crises aux Etats-Unis sur le plan économique et sur celui de l'emploi. Ces crises ne sont pas envisagées d'un cœur léger, mais elles apparaissent comme les conséquences d'une évolution certaine et souhaitable. Il suffit de savoir qu'elles peuvent se déclencher et de prendre en temps voulu les mesures d'adaptation exigées par la situation nouvelle.

La façon dont aux Etats-Unis on aborde ce problème et on envisage ses solutions donne à penser que l'avenir des relations entre les Etats-Unis et la Communauté ne saurait se situer sur le plan d'une simple coopération entre étrangers, mais sur celui de partenaires associés non seulement pour leur mutuel soutien mais aussi pour l'exercice d'une responsabilité commune, celle du développement mondial dans la paix.

La presse, la radio, la télévision, ont montré abondamment ce qu'a été ce voyage dans sa partie publique et politique. Tout a été dit à ce sujet. Il n'y a pas lieu d'y revenir. Soulignons cependant deux aspects importants qui ne pouvaient être publiés :

- 1°) En dépit d'une certaine réserve de certains gouvernements de nos pays membres, l'accueil réservé aux trois Présidents par les représentations diplomatiques et consulaires aux Etats-Unis était unanimement chaleureux, courtois et empressé. Nos ambassadeurs en effet non seulement se rendent parfaitement compte de ce que la Communauté représente pour les Etats-Unis, mais la nature même de leur travail les conduit à entretenir des relations très étroites entre eux et à se consulter, s'informer et concerter leurs démarches.
- 2°) Quelles que soient les hésitations des Etats membres, une représentation diplomatique de la Communauté est ardemment souhaitée aux Etats-Unis tant par le Département d'Etat que par le Congrès. Les amis innombrables et sûrs que nous y comptons la désirent pour que nos possibilités d'actions soient multipliées et normalisées.

Séigneurs enfin l'action très efficace que notre Bureau d'Information de Washington mène dans toutes les parties des Etats-Unis en dépit de la faiblesse de ses moyens. Cette action dont la mesure est universellement appréciée mériterait d'être développée.

0023

Chapitre I : DISCUSSION ENTRE M. HIRSCH ET M. FIOBERG ET LES  
REPRESENTANTS DES ORGANES GOUVERNEMENTAUX LE  
11 JUIN 1959

1°) La question de la date fixée pour la soumission des propositions de réacteurs a été discutée en premier lieu. Il a été décidé que cette date serait retardée du 1er septembre au 20 octobre. Ceci signifie que les équipes qui auront à étudier les propositions auront un travail intensif à fournir pour pouvoir être prêtes en 1960. De ce point de vue il apparaît extrêmement important que l'équipe qu'Euratom mettra sur cette question soit rapidement constituée et mise au travail et que le responsable de cette équipe puisse avoir avec son collègue de l'A.E.C. des conversations assez approfondies.

Il y a lieu de souligner que la tendance de l'A.E.C. pourrait être d'entrer dans des détails notamment d'ordre économique plus abondants qu'il n'est nécessaire.

M. Hirsch a promis de faire tout ce qu'il pourrait pour que le projet SENH soit prêt avant le 20 octobre et si possible dès le début de septembre. Les équipes qui auront à apprécier les projets pourraient alors commencer à travailler sur ce projet. Ce faisant elles pourraient se rodor et apprendre à travailler ensemble, ce qui permettrait un examen plus rapide des projets qui suivraient et donnerait une meilleure garantie de pouvoir terminer le travail d'ici fin décembre.

2°) La question de la sécurité des réacteurs a été brièvement abordée. Les responsables de l'A.E.C. ont exprimé la crainte que la difficulté de ces problèmes soit sous-estimée de notre côté. Ils ont promis de nous fournir un mémorandum détaillé sur cette question qu'une équipe interdirection constituée au sein d'Euratom pourrait mettre à profit.

3°) Les responsables de l'A.E.C. ont souligné l'importance de l'Agence d'Approvisionnement pour la réalisation du programme conjoint. Ils semblent craindre que l'Agence d'Approvisionnement

0024

- 4 -

ne soit pas prête à fonctionner en temps voulu. Ils ont également déclaré qu'ils fourniraient éventuellement un mémorandum détaillé à ce sujet.

4°) La discussion qui a pris place sur la question de la responsabilité civile a montré que les fournisseurs semblent penser que le problème est réglé d'une façon satisfaisante. L'A.E.C. a insisté toutefois pour que les interprétations de la Convention de l'O.E.C.E. arrêtées au cours des réunions de l'O.E.C.E. soient publiées de façon qu'elles fassent autorité en même temps que la Convention. Les représentants de l'A.E.C. considèrent toutefois que les problèmes de responsabilité civile durant les transports sur l'océan ne sont pas réglés de façon aussi satisfaisante.

En premier lieu la firme productrice d'électricité n'est pas considérée comme responsable durant le transport par mer, ce qui va contre l'esprit de la Convention.

En second lieu, le texte d'Euratom semble indiquer une discrimination en faveur des transporteurs de la Communauté contre les transporteurs ressortissant des Etats-Unis. Sur ce point également l'A.E.C. a promis de fournir un mémorandum détaillé.

Il a été convenu que l'A.E.C. aurait un échange de vues avec M. Vogelaar durant son séjour à Washington.

5°) En ce qui concerne les prix des matières fissiles, M. Floberg a insisté sur le fait que ces prix sont appelés à décroître dans l'avenir. Il a déclaré que l'opinion qui s'exprime souvent en Europe que le prix des matières enrichies est un prix politique était parfaitement ridicule. Il venait en effet de faire un long voyage dans les installations de production de l'A.E.C. et tout au long de ce voyage il avait été fortement impressionné par le fait que les prix décroissent partout en fonction de l'abaissement du prix de l'uranium d'une part et des améliorations technologiques de l'autre.

- 5 -

0025

6°) M. Floberg a informé M. Hirsch que l'A.E.C. se propose d'effectuer une étude complète de la situation énergétique mondiale. Il considère qu'il s'est passé beaucoup de choses depuis que des rapports autorisés ont été publiés sur cette question. Il a été convenu qu'il était important pour l'A.E.C. et Euratom de garder le contact au sujet de la réalisation de cette étude.

0026

Chapitre II : POSSIBILITE D'UN GRAND ACCORD ENTRE EURATOM ET LES  
ETATS-UNIS

Les Américains se sont déclarés prêts à négocier un large accord avec Euratom. Ils souhaitent qu'Euratom en définisse le contenu. Pour faciliter notre tâche, il a paru utile d'explorer avec eux les possibilités qui pourraient s'ouvrir. Celles-ci sont les suivantes:

A. FOURNITURE DE COMBUSTIBLE

- 1°) Les Américains seraient prêts à garantir la fourniture de quantités très importantes d'uranium 235 et de plutonium. Ces fournitures seraient subordonnées à la conclusion de contrats à long terme qui leur permettraient d'ajuster leur production aux demandes qui leur seraient adressées.
- 2°) A la question de savoir si la fourniture de ces matières fissiles serait liée à la fourniture en échange de connaissances retirées de l'utilisation de ces matières, les Américains ont répondu en distinguant deux domaines.

En ce qui concerne les fournitures qui seraient faites à des fins de recherche, l'accord devrait prévoir la communication des renseignements obtenus dans ce domaine.

En ce qui concerne au contraire l'approvisionnement de réacteurs de puissance construits en série, il devrait être possible d'acheter de l'uranium 235 et du plutonium comme l'on achète du charbon.

- 3°) A la question de savoir si les fournitures d'uranium 235 et de plutonium sont subordonnées à la présentation de projets spécifiques comme il est actuellement d'usage, il a paru que cette règle pourrait trouver d'importants assouplissements en ce sens que les négociateurs d'Euratom devraient pouvoir obtenir que les fournitures soient faites à l'Agence d'Approvisionnement d'Euratom sur la base d'un état des projets à approvisionner. Cet état serait présenté aux Américains de temps à autre et ne ferait pas l'objet de discussions détaillées.

Ce système reviendrait au fond à établir des courbes prévisionnelles de consommation en donnant simplement l'indication des projets qu'elles recouvrent et des quantités que chacun de ceux-ci exigent.

Il n'est pas impossible par ailleurs que l'Agence d'Approvisionnement d'Euratom puisse disposer d'un certain stock d'uranium 235 sur lequel elle alimenterait les projets et qu'elle renouvelerait en présentant périodiquement ses comptes matières aux Américains.

4°) La question de savoir s'il serait possible de faire traiter à façon de l'uranium naturel pour obtenir de l'uranium enrichi a été soulevée. Les Américains ne voient pas d'objection fondamentale à cette possibilité. Ils pensent qu'un système pourrait être instauré suivant lequel on échange de l'uranium naturel fourni l'A.E.C. restituerait l'uranium enrichi et l'uranium appauvri correspondant. Un droit de fabrication serait perçu par gramme d'uranium 235 supplémentaire obtenu.

De plus, les Américains demanderaient que cette transformation entre dans un état prévisionnel général des besoins en matières fissiles, de telle sorte qu'ils puissent adapter leur production à la demande.

5°) Les Américains se sont déclarés prêts à fournir les petites quantités d'isotopes rares de l'uranium et des transuraniens qui sont nécessaires pour les travaux de recherche et que l'on ne trouve pas dans le commerce, pourvu que les demandes correspondantes soient adressées suffisamment à l'avance et qu'eux-mêmes puissent disposer des quantités demandées.

6°) Bien entendu toutes ces fournitures seraient liées à des utilisations exclusivement pacifiques garanties par le contrôle interne d'Euratom.

#### B. REACTEURS

1°) Les Américains ont exprimé leur souhait de coopérer avec Euratom dans le domaine des réacteurs à eau lourde ainsi que des réacteurs refroidis au gaz, à uranium naturel ou faiblement enrichi.

2°) Dans le domaine des réacteurs avancés ils se sont déclarés prêts à coopérer avec Euratom et ont demandé que l'on

13. Les Américains ont exprimé leur intérêt pour des discussions avec Euratom dans le domaine de la propulsion nucléaire. Ils ont signalé en particulier qu'ils porteraient à une collaboration dans le domaine des réacteurs homogènes qu'ils n'ont pas abandonné aussi complètement que l'on pourrait le croire, ainsi que dans le domaine des réacteurs à neutrons rapides et des surchauffeurs.

3°) Les Américains ont exprimé l'intérêt qu'ils éprouveraient à collaborer avec Euratom dans le domaine de la propulsion navale, domaine au'ils considéraient comme représentant un effort à long terme. Cette collaboration pourrait englober soit les réacteurs de propulsion seuls, soit les réacteurs et la coque. On pourrait s'efforcer d'obtenir en outre que des ingénieurs d'Euratom puissent travailler dans le projet "SAVANNAH" (construction et exploitation).

4°) Quant à la forme que pourrait revêtir la collaboration dans le domaine des réacteurs expérimentaux ou prototypes, les Américains ne sont nullement opposés à ce qu'elle puisse se faire sous forme d'entreprises communes auxquelles participeraient, outre Euratom et l'A.E.C., des entreprises privées des pays membres ou des Etats-Unis. D'autres possibilités existeraient également. Ce qu'il faut en retenir semble-t-il c'est que l'A.E.C. ne refuse a priori aucune forme juridique de collaboration.

#### C. RECHERCHE ET INDUSTRIE

1°) Les Américains seraient prêts à coopérer de façon étroite dans les domaines de l'étude des cycles de combustible et du traitement chimique. Sur ce dernier point ils ont promis leur collaboration à Euratom mais si les besoins étaient suffisamment importants ils seraient disposés à examiner avec Euratom, si cela s'avérait nécessaire, l'aide qu'ils pourraient apporter soit directement soit par leur industrie à la construction d'unités de séparation chimique en Europe.

2°) Ils sont prêts à collaborer d'une façon étroite dans le domaine de la métallurgie fondamentale, des surchauffeurs, de la physique des transferts de chaleur, de l'instrumentation, etc.

0029

- 9 -

3°) Les Américains ont eux-mêmes et de façon assez surprenante déclaré qu'ils considéreraient avec beaucoup d'intérêt une collaboration avec Euratom dans le domaine des méthodes de séparation isotopique. Ils ont confirmé qu'ils avaient des équipes assez importantes qui continuent à travailler ces questions, non seulement dans le domaine de la diffusion gazeuse, mais aussi dans d'autres méthodes dont certaines font également l'objet d'études en Europe (travaux de Groth et Klatomakor, et de Backer).

#### D. RECHERCHE FONDAMENTALE

- 1°) Les Américains sont prêts à intensifier la collaboration déjà instaurée dans le Comité des données nucléaires et envisageraient éventuellement de l'élargir.
- 2°) Ils sont entièrement disposés à nous apporter une aide officielle et totale en ce qui concerne le développement des recherches biologiques. Cette aide serait d'autant plus importante que nous manquons cruellement de personnel qualifié en ce domaine.
- 3°) Ils sont prêts à apporter également leur collaboration dans le domaine du développement de l'utilisation des radio-éléments. Ils pensent toutefois que dans ce domaine il y aura de difficiles problèmes de brevets à régler.

#### E. FUSION

- 1°) Les Américains seraient prêts à ce qu'une coordination des programmes américain et européen s'instaure aussi bien dans le domaine de la physique des plasmas que dans le domaine de la conception de machines ou de modèles. Il ne serait pas impossible, semble-t-il, de mettre sur pied une division de travail qui permette de mieux utiliser et plus complètement les moyens actuellement disponibles en Europe et aux Etats-Unis.
- 2°) Ils ont marqué un intérêt certain pour les travaux qui se poursuivent à Saclay et à Harwell.

DHE/C/1751/59 r

14) Ils ont déclaré qu'une collaboration pourrait s'établir dans le domaine des utilisations pacifiques des explosions de bombes H (Plowshare program), en soulignant qu'il s'agit là d'études à long terme dont il ne faut pas attendre un succès immédiat. Surtout, pourrait-on proposer, dans une négociation ultérieure, de mettre du personnel de la Communauté dans le projet Plowshare.

15. VUE D'ENSEMBLE QUI POURRAIT ÊTRE CONCLUE

15) Les représentants de l'A.S.C. et du Département d'État ont marqué une nette préférence pour un accord non classifié. Ils pensent que le domaine des connaissances classifiées est actuellement extrêmement restreint et est appelé à se rétrécir encore plus à l'avenir.

D'autre part, ils pensent que la conclusion d'un accord éventuel avec le préliminaire qui constituerait la négociation et la conclusion d'un accord de sécurité soulèverait de très nombreuses questions non seulement de leur côté mais aussi du côté d'Israël, de la Grande-Bretagne et de la France. Ils déclarent être convaincus que nous prendrions dans ce domaine une position analogue à celle que nous avons prise dans le domaine de la sécurité de sécurité à propos de l'accord déjà conclu.

En plus, ils déclarent d'après leur expérience propre que le préliminaire constitue un bon exemple de diffusion des connaissances et que la classification est-elle même mais le fait que les techniciens d'Israël ne se fient pas à l'idée de consulter les documents publiés, quelle que soit la situation, en fait.

Enfin, ils déclarent leur volonté de poursuivre une politique de déclassification aussi totale que possible et ils considèrent que les demandes de soutien que nous dans le cadre d'un accord entre nous conduisant, en fait, à déclassifier davantage. Autrement dit, les deux directions des connaissances qui sont en fait et déclassifiées, ils recommandent par examiner s'il ne peut y avoir de responsabilité pour pouvoir nous nos connaissances.

Ils déclarent en fait déclarer leurs intentions à l'égard des connaissances et de leur volonté de poursuivre une politique de déclassification aussi totale que possible et ils considèrent que les demandes de soutien que nous dans le cadre d'un accord entre nous conduisant, en fait, à déclassifier davantage. Autrement dit, les deux directions des connaissances qui sont en fait et déclassifiées, ils recommandent par examiner s'il ne peut y avoir de responsabilité pour pouvoir nous nos connaissances.

0051

- 11 -

suivant les nécessités. Ils ont souligné que si certains de ces accords partiels pourraient être conclus sans formalités ni perte de temps, par contre certains autres ne pourraient pas échapper à l'examen et à l'approbation du Congrès.

Mais ce point de vue ne leur paraît pas un obstacle infranchissable.

En conclusion, il faut souligner que les Américains semblent envisager avec faveur de conclure un accord extrêmement large avec Euratom. Au cours de ces échanges de vues, il n'a pas été posé une question que les Américains aient refusé de considérer comme possible à résoudre.

Ceci ne veut évidemment pas dire que la négociation d'un grand accord de cette sorte soit particulièrement facile. Mais on y trouve l'indication qu'Euratom peut présenter sans crainte des demandes larges et ambitieuses. Il faut noter que si celles-ci étaient satisfaites le problème de la reprise des accords bilatéraux pourrait se trouver complètement transformé.

- 12 - 0032

Chapitre III : REUNION AVEC LE FORUM

Une réunion avec l'Atomic Industrial Forum groupait sous la présidence de M. Mc Cune seize représentants des plus importantes firmes américaines ayant une activité atomique, depuis les fabricants de réacteurs et d'appareillages jusqu'à l'assurance.

Un tour d'horizon assez général était prévu. L'échange de vues s'est limité en fait au programme Euratom/Etats-Unis. Des questions particulières ont été posées en ce qui concerne les propositions de réacteurs, le choix des types de réacteurs, les questions d'assurance. Sur cette dernière question, il faut noter que les solutions retenues jusqu'ici semblaient avoir calmé les appréhensions des constructeurs américains.

Trois observations sont à faire sur cette réunion :

- 1°) La position de l'industrie américaine sur le programme conjoint de réacteurs Euratom/U.S.A. est celle qui s'est manifestée largement lors des hearings au Congrès. L'industrie américaine espère trouver par des exportations vers l'Europe l'emploi d'une main-d'oeuvre spécialisée et de ressources techniques abondantes qui ne trouvent à s'employer qu'incomplètement aux Etats-Unis. La thèse qui leur a été exposée est celle de la nécessité du développement de l'industrie européenne. L'impression qui résulte de cette confrontation est que dans son ensemble l'industrie américaine se sent tiraillée entre le point de vue politique qui rencontre chez elle un écho certain et les affaires qui sont ce qu'elles sont. Il était bon que ces points de vue soient confrontés, même s'il en résulte quelque désillusion chez certains Américains.
- 2°) La position extrême semble être celle de la General Electric. La General Electric tend à agir beaucoup plus par elle-même que par le canal de ses licenciés européens. L'extrémisme de ses positions ne semble ni partagé ni même approuvé par ses concurrents.

0033

- 15 -

3°) La crainte reste grande qu'Euratom utilise tous les moyens en sa possession pour écartier systématiquement l'industrie américaine du marché européen. Dans les conversations privées qui ont suivi cette réunion l'on s'est même enquis de savoir si les prêts consentis par Euratom et sur l'emprunt Eximbank seraient libérés en dollars convertibles ou non en monnaie européenne. L'intention de cette question était claire et l'affirmation suivant laquelle les constructeurs européens choisiraient librement leurs fournisseurs dans le cadre des dispositions de l'accord rencontrait un certain scepticisme.

Signalons enfin l'intérêt que le Forum américain porte à la constitution d'un Forum européen. Il semble peu désireux d'agir lui-même, par souci de non-ingérence peut-être, mais aussi en raison des divergences qui pourraient se manifester entre les intérêts des grandes firmes américaines en Europe. Cette position semble toutefois temporaire et si l'industrie européenne ne s'organisait pas rapidement elle-même, il n'est pas sûr que le Forum américain ne considérerait pas que la voie est libre pour ses initiatives.

0034

- 14 -

Chapitre IV : WEEK-END A PRINCETON

Sur la suggestion de M. Kohnstamm, le Professeur Oppenheimer avait réuni à l'Institute of Advanced Studies, pour le Président et ses collaborateurs, un certain nombre de ses amis : Lilienthal, Smyth, Jessup, Moore. Les conversations se sont déroulées dans une atmosphère extrêmement cordiale et ont tourné autour de deux sujets principaux : l'Université Européenne et le développement des sciences européennes.

1°) L'Université Européenne. Après un exposé sur les projets d'Université Européenne les divers participants ont confronté leurs points de vue. Du côté américain la création d'une Université Européenne est accueillie avec enthousiasme pour ses implications sur l'intégration européenne ardemment désirée, mais aussi parce qu'elle permet de faire du neuf, d'animer une culture ancienne et par là même de mettre l'Europe dans la voie où elle pourra apporter au monde ce qu'il en attend et de la façon dont il est prêt à le recevoir. Partis de l'idée que cette Université devrait être à vocation essentiellement scientifique, les Américains au cours de la discussion ont été amenés à préconiser qu'elle se consacre par priorité aux disciplines humaines plus propres que les disciplines scientifiques à favoriser une intégration des esprits en Europe. Toutefois il est apparu essentiel que l'on s'efforce d'injecter dans les disciplines humaines une connaissance des méthodes et des réalités scientifiques. Oppenheimer, décrivant la vocation de l'Institute of Advanced Studies où cohabitent des gens de diverses disciplines, insista en effet sur la nécessité d'éviter dans l'ensemble des connaissances ce qu'il appelle des "îlots d'insularité" domageables à tous. Quant à la conception même de l'Université, Lilienthal insista sur la nécessité de dépasser le concept traditionnel de l'université en regardant récolument en avant et non en arrière, ce que Oppenheimer compléta en disant que le but de toute université devrait être la découverte et l'éducation, c'est-à-dire la préparation des étudiants à ce que sera leur vie. C'est dans ces perspectives qu'il a paru indiscutable que l'Université devait se situer sur un campus unique et adopter le système de coéducation.

0035  
13

Le démarrage de l'Université fut également discuté. Les Américains ne prononcèrent unaniment pour une limitation du nombre des étudiants au début. Le chiffre de 500 pour une première année leur parut un maximum. Il faut en effet créer non seulement l'esprit mais aussi forger les méthodes d'enseignement, ce qui exige une coopération très étroite des professeurs et des étudiants. Au départ on devrait envisager que chaque professeur choisisse lui-même un petit nombre d'élèves de divers pays et, avec eux, fasse d'une première année une réelle période d'expérience. Il y aurait entre eux travail en commun dans des leçons formelles.

Si dans l'avenir on peut envisager un nombre d'élèves beaucoup plus considérable, il ne faudrait pas en tout cas dépasser le chiffre de quelques centaines d'élèves par faculté, quitte à multiplier celles-ci.

Un point important souligné par Jessup fut celui de la direction de l'Université. Il préfère le système du Président et du Board of Trustees à celui du Recteur pratiqué en Europe car il permet une meilleure intégration de l'Université dans la vie.

Que des étudiants étrangers soient admis à l'Université Européenne a paru naturel aux Américains, mais ils ont insisté sur le fait qu'ils devraient être considérés comme invités et non comme invitants pour préserver le caractère que l'on veut donner à l'Université elle-même.

L'idée que l'Université en projet puisse être considérée comme concurrençant les universités existantes a paru aux Américains surprenante dans la situation actuelle de l'Europe qui, dit Oppenheimer, manque tragiquement de chaires. L'Université Européenne s'imposera par sa valeur. Selon eux, et suivant des exemples américains récents, ceci peut se faire dans un laps de temps très bref.

2°) Le développement des sciences en Europe. Au départ de la discussion la question fut posée dans les termes suivants : le progrès des sciences appliquées apparaît comme un sous-produit de la guerre chaude ou froide. Est-il possible d'obtenir le même résultat en matière de développement des sciences dans un contexte exclusivement pacifique?

Pour Oppenheimer le contexte n'a qu'une importance relative. L'importance est d'une part une large et profonde communication des connaissances, d'autre part l'instauration d'une bonne éducation des chercheurs. Ils sont, dit-il, trop ensemble et trop isolés. Jessup considère qu'en paix comme en guerre une trop grande abondance de moyens financiers peut nuire. Ainsi les fondations par exemple offrent trop d'argent; les chercheurs ajustent leurs travaux aux désirs exprimés et aux buts poursuivis par les fondations plus qu'au champ des découvertes à faire. Les gens qui paient ne savent pas comment utiliser la recherche et ceux qui la font ne savent pas comment utiliser ceux qui paient. Sayth prit une grande part à cette phase de la discussion en utilisant son expérience de Président du Comité responsable des recherches à l'Université de Princeton. Après avoir déploré une trop grande séparation entre recherche fondamentale et recherche appliquée, il note qu'aux Etats-Unis le rapport des fonds alloués à l'une et à l'autre est de 1 à 30 dans la masse dépensée chaque année qui s'élève à une dizaine de milliards de dollars. Le problème pour ceux qui ont à orienter la recherche c'est de connaître la situation existante puis de savoir ce qu'il faut faire et enfin d'orienter les recherches dans ce but. Un moyen d'action important réside dans l'octroi des bourses et notamment des bourses de doctorat et d'études postérieures au doctorat. Tout ceci ne peut se réaliser que par un collège où programmes et bourses sont examinés collectivement par des personnalités ayant des responsabilités, des expériences diverses et recherchant les contacts nécessaires à éclairer leur jugement.

De la discussion il résulte que :

- 1°) 2 % du revenu national doivent être consacrés à la recherche, comme le demandait le rapport Steelmann. Des campagnes doivent être faites dans ce sens par les responsables.
- 2°) Il faut établir un lien entre recherche et responsabilité éducative et de même entre recherche fondamentale et recherche appliquée.
- 3°) Il faut faire reconnaître combien certains domaines valorisent les autres et sont de ce point de vue essentiels. Il en est ainsi par exemple des mathématiques.

17

0037

- 4°) Il est nécessaire de favoriser les échanges d'étudiants, les visites de professeurs, les publications de monographies sur ces sujets, les conférences et les colloques.
- 5°) Dans la pratique il est nécessaire d'agir par complémentarité et pour cela de disposer d'une masse de moyens en réserve à appliquer là où il y a des manques.
- 6°) Il faut doter les chercheurs des moyens nécessaires et leur faire les conditions de vie adaptées à ce qui leur est demandé; en particulier la pratique de l'année sabbatique apparaît indispensable ainsi qu'un aménagement de leur carrière, ce qui exige un lien étroit de la recherche avec l'Université.

Il a été souligné également que l'orientation générale à donner aux recherches suppose :

- 1°) que des contacts étroits entre gouvernements et universités soient entretenus de telle sorte que les gouvernements puissent s'alimenter constamment dans les universités en hommes préparés aux tâches qu'ils ont à remplir, de même que les universités puissent utiliser l'expérience des hommes qui ont effectivement exercé des responsabilités;
- 2°) que l'implication du développement des sciences et des techniques sur la civilisation de demain doit être constamment examinée de telle sorte que les diverses branches de l'enseignement et de la recherche puissent se trouver informées de la direction générale dans laquelle va l'évolution et féconder par là même leurs propres investigations. C'est dans ce sens qu'il a été envisagé d'examiner la possibilité de créer, dans un contexte et avec des moyens à préciser, un institut que, faute d'autres termes, on a appelé un "institut des problèmes de l'an 2 000".